



Projet

« Appui et Conseil aux Administrations Publiques africaines responsables des initiatives sur la Migration et le Développement dans la route migratoire de l'Afrique de l'Ouest- MeDAO »

Plan de travail sectoriel conjoint pour la formulation d'un programme de formation en éducation financière des Marocains Résidant à l'Étranger (MRE) et de leurs familles et l'élaboration des outils de formation correspondants (« kit de formation »)

1. Elaboration du plan de travail sectoriel conjoint : processus et acteurs

Le projet **MeDAO** mis en œuvre par la **FIIAPP** (Fondation Internationale Ibéro-Américaine des Administrations Publiques et Politiques - Espagne), en partenariat avec le **GIP International** (Groupement d'Intérêt Public pour le développement de l'assistance technique et de la coopération internationale - France) et le **CeSPI** (Centre d'Etude de Politique Internationale - Italie) est financé par la **Commission européenne** et le **Ministère des Affaires Etrangères et de Coopération d'Espagne**. Il a pour objectif de renforcer les capacités des administrations publiques chargées d'identifier et de gérer les initiatives dans le cadre de quatre axes de la Migration et du Développement¹, favorisant les effets positifs de la migration sur le développement, et ce dans quatre pays : Cap Vert, Côte d'Ivoire, Maroc et Sénégal.

La troisième phase du projet prévoit un **appui technique** pour la **mise en œuvre d'un plan de travail sectoriel** conjoint concernant des actions à mettre en œuvre dans le cadre du projet sur une période de **8 mois : Novembre 2012 – Juin 2013**. Un atelier participatif pour l'élaboration de ce plan de travail s'est tenu à **Rabat les 10 et 11 septembre 2012**, sous l'égide de l'institution partenaire du projet, le **Ministère chargé des Marocains Résidant à l'Étranger** (ci-après, Ministère des MRE).

Le Ministère des MRE ayant choisi de travailler sur **les mécanismes destinés à promouvoir les effets sociaux et économiques de la migration sur le développement**, et plus particulièrement sur **l'éducation financière**, l'atelier s'est plus concentré sur les actions à mettre en œuvre en vue de la formulation d'un **programme de formation en éducation financière des MRE et de leurs familles et l'élaboration des outils de formation correspondants** (« kit de formation »).

Ont participé à l'atelier des représentants du Ministère des MRE, ainsi que d'autres organismes publics nationaux (Agence du Développement Social; Entraide Nationale) ou régionaux (Agence de Développement du Sud; Agence de Développement de l'Oriental).

2. Analyse stratégique

2.1. Défis et enjeux

¹ Développement des systèmes de formation liés à l'emploi ; protection sociale des migrants et de leurs familles; mécanismes destinés à promouvoir les effets sociaux et économiques de la migration sur le développement; renforcement du lien de la diaspora avec son pays d'origine.





Les transferts d'argent occupent une place centrale dans la migration (aussi bien comme motivation de la migration que comme expression de la migration et comme impact de la migration sur les communautés d'origine). Les migrants sont souvent peu familiarisés avec les produits et services financiers et la variété des institutions financières et font face à un grand défi dans la gestion de leurs revenus et dépenses. Dans ces conditions, l'éducation financière a pour objectifs :

- De préparer les travailleurs migrants et leurs familles aux responsabilités financières en particulier liées à l'expérience migratoire et de leur donner des outils pour de meilleures décisions financières ;
- De renforcer des attitudes qui conduisent à plus d'épargne, mais aussi à des comportements de dépense et de crédit plus responsables ;
- De promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et de renforcer le rôle des femmes dans le processus de décision familiale lié au budget et la migration.

Dans le cas du Maroc, le développement d'un programme de formation en éducation financière des MRE et de leurs familles est d'autant plus pertinent que le taux d'émigration avoisine les 10% de la population et que les transferts de fonds des migrants représentent un enjeu crucial pour le développement et la réduction de la pauvreté². Jusqu'à présent, ces questions ont avant tout été traitées sous l'angle de réduction des coûts de transferts ainsi que de la mobilisation de l'épargne des migrants vers des activités productives (entrepreneuriat et investissement), que ce soit à travers des études³ ou programmes d'appui. L'aspect inclusion financière a fait l'objet de peu d'attention, alors même qu'une part non négligeable de l'émigration marocaine présente des caractéristiques de vulnérabilité justifiant une action en la matière, cette vulnérabilité étant aujourd'hui aggravée par le contexte de crise internationale, notamment en Europe occidentale où résident près de 85% des MRE⁴. C'est dans ce contexte que le Ministère des MRE souhaite développer un programme de formation en éducation financière des MRE et de leurs familles, qui s'inscrira pleinement dans ses axes stratégiques de travail, en particulier dans son programme social qui vise à accompagner les groupes vulnérables et à renforcer les capacités des associations⁵.

2.2. Orientations stratégiques

Le plan de travail présenté ci-après vise à répondre à ces défis et enjeux sur la base des orientations stratégiques suivantes.

2.2.1. Adaptation aux spécificités du contexte et des groupes cibles

L'élaboration d'un programme de formation en éducation financière doit avant tout se baser sur une **analyse des groupes cibles potentiels**, afin de déterminer précisément leurs **besoins et attentes** et la manière adéquate d'y répondre. Si les messages clés de toute formation en éducation financière restent les mêmes, ils doivent être modulés en fonction des caractéristiques démographiques, socio-économiques ou géographiques des bénéficiaires (sexe, âge, niveau d'étude, situation sur le marché du travail, zones rurales ou urbaines, différences régionales, etc.). Plus spécifiquement, le **niveau d'alphabétisation** et **d'intégration financière**, les **comportements financiers**, les **usages communs de l'argent** y compris les aspects culturels, sont autant d'éléments à cerner pour développer des outils

² Les données de la Banque mondiale (Recueil de statistiques 2011 sur les migrations et les envois de fonds : <http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1199807908806/Morocco.pdf>) font état d'un taux d'émigration de 9,3% en 2010, les transferts de fonds représentant en 2009 près de 6,3 milliards d'USD, soit près de 7% du PIB.

³ Voir par exemple les études commanditées par le Ministère des MRE : <http://www.marocainsdumonde.gov.ma/minist%C3%A8re-des-mre/etudes.aspx>

⁴ Données consulaires accessibles sur le site du Ministère des MRE : <http://www.marocainsdumonde.gov.ma/minist%C3%A8re-des-mre/mre-en-chiffres.aspx>

⁵ Cf stratégie et plan d'action 2008-2012 du Ministère des MRE : <http://www.marocainsdumonde.gov.ma/minist%C3%A8re-des-mre/strat%C3%A9gie-et-plan-d%27action.aspx>





« Appui et Conseil aux Administrations Publiques Africaines
responsables des initiatives sur la Migration et le Développement,
dans la route migratoire de l'Afrique de l'Ouest »



Projeto financiado pela UE e pela AECID:

ERROR: stackunderflow
OFFENDING COMMAND: ~

STACK: